

# Que doivent retenir les investisseurs?

Après des années de relative stabilité, les prix de l'énergie ont littéralement flambé au cours des 18 derniers mois, ce qui a tout autant mis au défi les décideurs politiques que les consommateurs.

## Points clés à retenir pour les investisseurs:

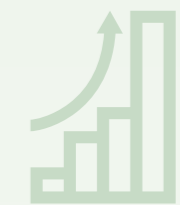
- La volatilité des prix de l'énergie a entraîné des résultats divergents pour les plus grandes économies du monde.



- Le contexte actuel a accéléré le programme législatif en matière de développement durable, les gouvernements étant plus enclins que jamais à s'affranchir des hydrocarbures.



- Dans cet environnement volatil, les investisseurs peuvent bénéficier de stratégies thématiques, d'indice amélioré et de volatilité minimale.



# La diversité de l'approvisionnement énergétique produit des résultats divergents

Auteur:

**Paul Hsiao,**

Director, Product Advocacy



# Volatilité et niveau des prix de l'énergie supérieurs à ceux précédant le COVID-19

## Une chronologie de stabilité des prix de l'énergie suivie d'une volatilité

IPC: énergie (rebasée au 01.01.2020 = 100)



Source BLS, Credit Suisse Asset Management au 19.04.2023

1. **Déflation due au COVID-19.** Un effondrement sans précédent de la demande et la ruée des producteurs d'énergie pour constituer des stocks ont entraîné une chute des prix de l'énergie.
2. **Redressement.** Les prix de l'énergie ont repris constamment du terrain alors que la demande se redressait.
3. **Guerre.** La guerre a entraîné une rupture majeure de l'approvisionnement en pétrole et en gaz, s'inscrivant dans un contexte plus large de pénurie de matières premières.
4. **Déflation.** Les craintes de récession et la détente des tensions dans la chaîne d'approvisionnement ont entraîné un ralentissement des prix.
5. **Plus élevés pour plus longtemps?**

Lors de la crise du COVID-19, l'entrée des prix du pétrole en territoire négatif a constitué selon nous l'une des plus importantes perturbations qu'ait connues le marché. À peine 18 mois plus tard, le pétrole se négociait à un prix à trois chiffres, soit le niveau le plus élevé depuis près d'une décennie. Pour les consommateurs et les décideurs politiques, la volatilité des marchés de l'énergie a constitué une véritable source d'inquiétude, car elle a exacerbé la crise du coût de la vie et contraint les banques centrales à procéder à des relèvements de taux qui ont eu pour effet de limiter la croissance dans le monde entier. Mais comment en est-on arrivé à de tels prix? Et comment ceux-ci vont-ils désormais évoluer? Pour répondre à ces questions, il apparaît utile de scinder la trajectoire des prix de l'énergie en cinq phases distinctes.

# 1

### Phase 1: déflation due au COVID-19.

La mise en œuvre soudaine et coordonnée de mesures de confinement dans le monde entier a entraîné une forte contraction de la demande. Du côté de l'offre, les producteurs se sont démenés pour assurer un stockage approprié. Alors que la consommation d'énergie obtenue à partir de sources primaires telles que le charbon, le gaz et le pétrole a fortement diminué, la consommation d'énergie provenant de sources renouvelables a, elle, bénéficié d'une légère hausse en 2020, car certains consommateurs et certaines entreprises ont tiré parti des projets éoliens et solaires qui avaient été achevés en 2019.

# 2

### Phase 2: redressement.

Au cours du deuxième semestre de 2020 et durant toute l'année 2021, la demande s'est régulièrement redressée au fur et à mesure que les consommateurs et les entreprises s'adaptèrent et que les mesures de confinement se relâchaient. En Asie, Chine en tête, l'activité a également connu une accélération, ce qui a soutenu le rebond des prix de l'énergie.

# 3

### Phase 3: guerre.

Alors que le monde se trouvait dans un contexte de reprise rapide, la guerre en Ukraine a provoqué une nouvelle flambée des prix de l'énergie, notamment en ce qui concerne l'Europe. Les prix du gaz et du charbon ont alors atteint leurs niveaux les plus élevés depuis des décennies; quant aux prix du pétrole, ils ont grimpé en flèche et dépassé la barre des 100 USD le baril.

# 4

### Phase 4: déflation.

La mise en œuvre d'une réponse politique européenne coordonnée à la baisse des exportations de gaz russe, un hiver plus clément que prévu et le ralentissement général de la croissance vers le deuxième semestre de l'année 2022 ont fait fléchir les prix de l'énergie. Les pays membres de l'AIE se sont également engagés à libérer du pétrole de leurs réserves énergétiques afin de réduire les tensions que connaissent les marchés de l'énergie.

# 5

### Phase 5: plus élevés pour plus longtemps?

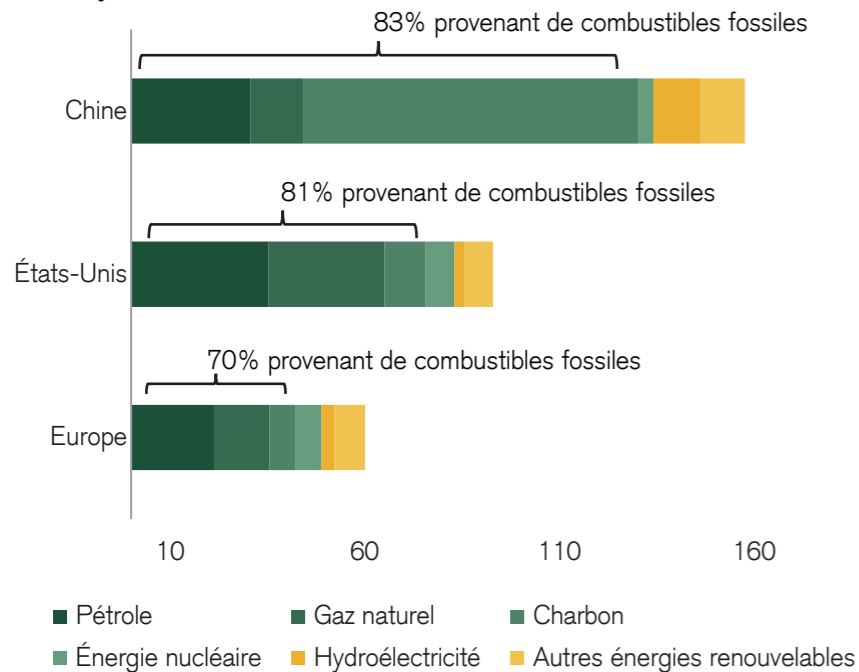
En ce moment, les prix de l'énergie demeurent bien plus élevés que ce qui était le cas avant la pandémie de COVID-19. Si le relèvement du niveau des taux d'intérêt mondiaux a pesé sur la demande, il est toutefois probable que, à court et à moyen terme, la guerre en cours en Ukraine et les réductions de l'offre de production annoncées par l'OPEP+, lesquelles devraient entraîner une baisse de deux millions de barils par jour d'ici au quatrième trimestre 2023, maintiendront les prix de l'énergie à un niveau élevé.



## La différence entre la consommation et les sources d'énergie est également importante

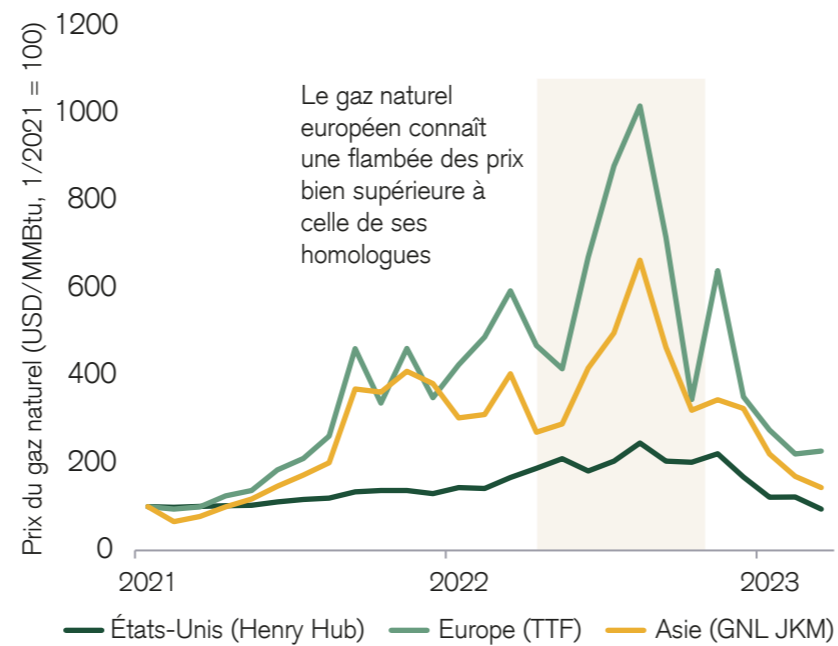
### Les mix énergétiques des économies majeures diffèrent...

Consommation d'énergie primaire par combustible en 2021, en exajoules



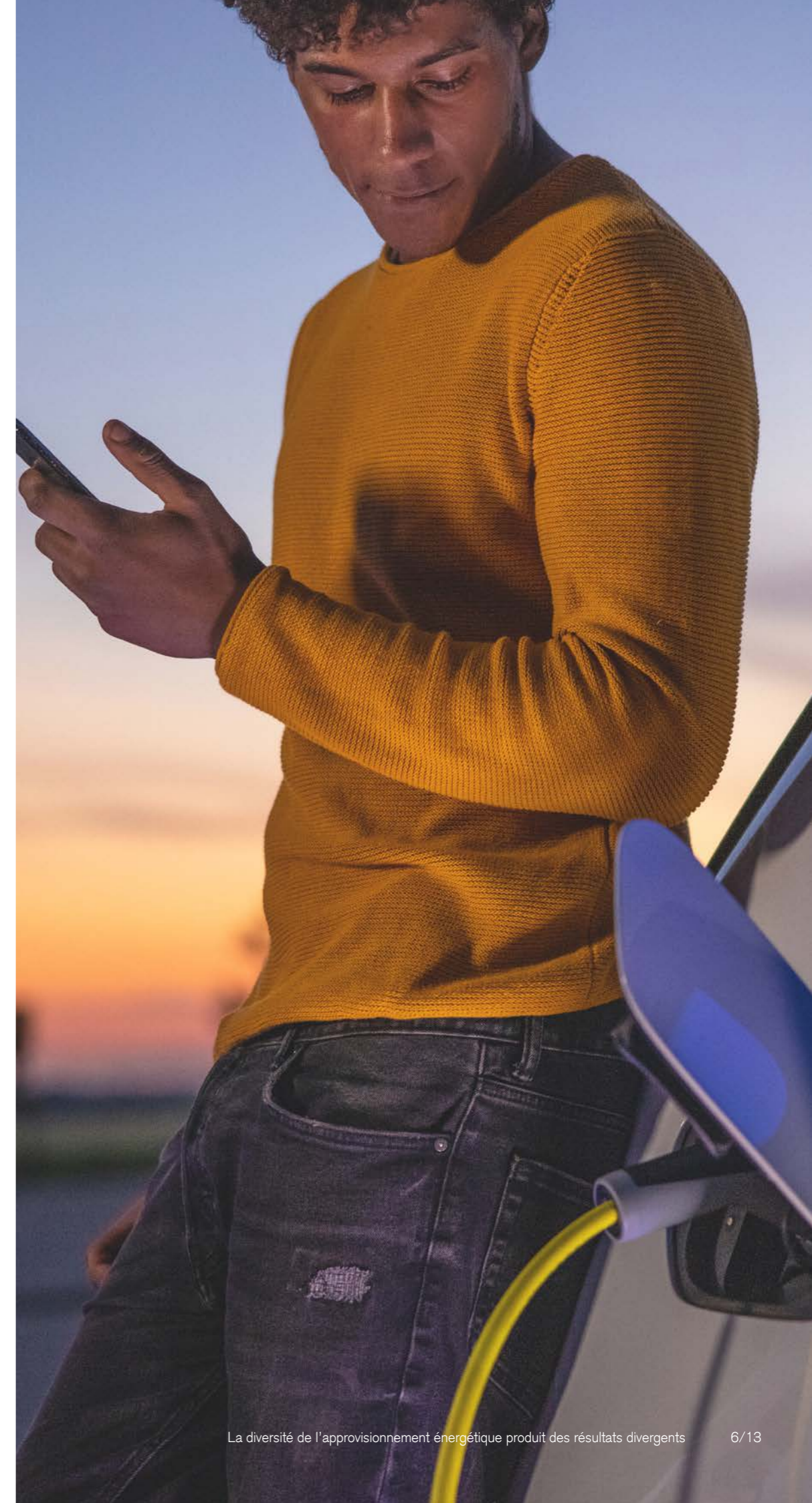
### ... tout comme leurs prix

Prix du gaz naturel aux États-Unis, en Europe et en Asie



Remarque: «Henry Hub» désigne le prix au comptant du gaz naturel aux États-Unis; «JKM» signifie Japan Korea Marker, le prix du gaz naturel en Asie; «TTF» signifie «Title Transfer Facility» (transfert de titre facilité), le principal marché de négoce du gaz en Europe.

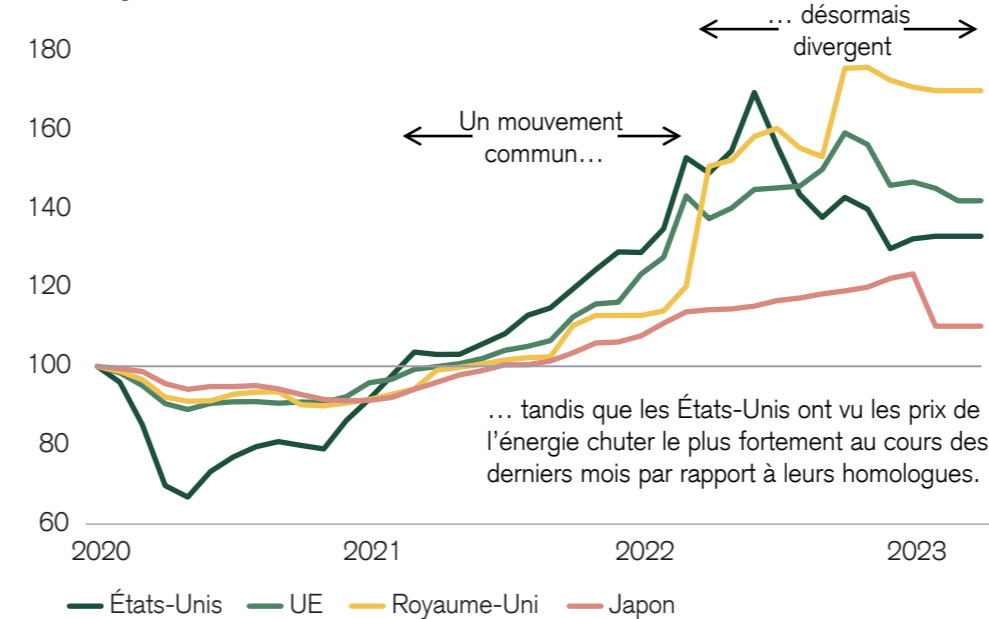
Sources Bloomberg, BP Statistical Review of World Energy, Credit Suisse Asset Management au 19.04.2023



# Des prix élevés de l'énergie plus douloureux pour les consommateurs européens...

## Prix à la consommation de l'énergie aux États-Unis, dans l'UE, au Royaume-Uni et au Japon

IPC: énergie (rebasée au 01.01.2020 = 100)



Remarque: les données de l'IPC chinois ne sont pas disponibles.

Sources BLS (États-Unis), Eurostat (UE), ONS (Royaume-Uni), MIC (Japon), Credit Suisse Asset Management au 19.04.2023

Le choc des prix de l'énergie s'accompagne en outre d'une complication particulière qui tient à la diversité des impacts auxquels chacune des plus grandes économies du monde se voit confrontée.

- Aux États-Unis, les consommateurs et les entreprises se trouvent affectés par la hausse des coûts de l'énergie. Mais, l'économie américaine est exportatrice nette d'énergie, de sorte que nous pensons qu'elle est beaucoup plus à l'abri des chocs énergétiques que les pays européens.
- Au total, l'UE importe en effet près de 60% de l'énergie qu'elle consomme. Une part importante de cette énergie provient de Russie, ce qui rend l'UE particulièrement vulnérable aux chocs énergétiques. Par rapport aux autres grandes économies, les consommateurs européens sont par conséquent ceux qui ont subi les augmentations de prix les plus marquées.
- En Chine, malgré une flambée des prix comparable à celle observée pour le gaz naturel européen, les consommateurs d'énergie locaux ont bénéficié d'une meilleure protection que celle de leurs homologues occidentaux, car un plafond de prix était d'ores et déjà fixé pour le charbon thermique dans le cadre de contrats à long terme conclus avec les fournisseurs d'électricité, ce qui a limité l'effet de répercussion sur les consommateurs et les entreprises. À cela s'ajoute le fait que la production nationale de charbon, qui constitue une source d'énergie surdimensionnée par rapport aux modèles d'utilisation occidentaux, a augmenté de manière significative en 2021 et en 2022, ce qui a permis d'atténuer les effets des contraintes d'approvisionnement.

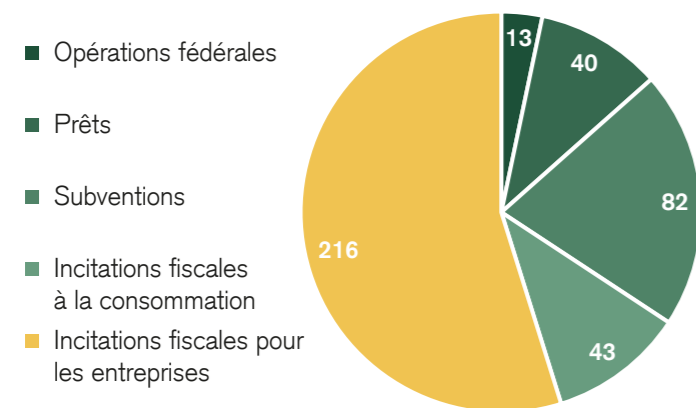
**La hausse des coûts de l'énergie et les inquiétudes relatives à la sécurité énergétique ont accéléré le calendrier législatif ayant trait au développement durable aux États-Unis et en Europe.**

Le regain d'intérêt constaté pour la législation ayant trait au développement durable constitue le bon côté de la volatilité des prix du pétrole.

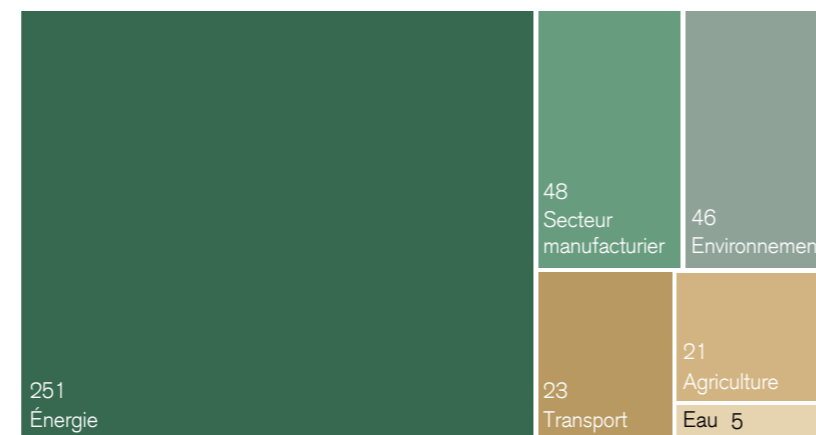
# L'«Inflation Reduction Act» (IRA): un texte historique en matière de développement durable avec près

de 394 mia USD d'investissements prévus au cours de la prochaine décennie

L'IRA répartie par **programme...**  
(En mia USD)



... et par **thème**  
(% du total)



Sources Inflation Reduction Act of 2022, H.R. 5376, 117th Congress (2021–22); Credit Suisse Asset Management au 19.04.2023

Aux États-Unis, les préoccupations bipartites croissantes entourant l'inflation et la sécurité nationale ont, à cet égard, motivé l'adoption d'une législation axée sur le développement durable. En 2022, les décideurs politiques ont ainsi adopté la loi sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act, IRA), qui constitue le troisième texte législatif majeur adopté après la ratification de la loi bipartisane sur les infrastructures et la loi sur les puces et la science (CHIPS and Science Act). Considéré comme le plus grand texte législatif axé sur le développement durable dont ne se soient jamais dotés les États-Unis, l'IRA est une loi historique qui promet près de 397 mia USD de dépenses et d'incitations fiscales au cours de la prochaine décennie.

En Europe, les énergies renouvelables représentent déjà une part importante de la consommation d'énergie. Près de 30% de l'électricité y provenait ainsi des énergies renouvelables en 2021, contre 19% en Chine et 17% aux États-Unis. Mais, la demande générale de sources d'énergie renouvelables et l'intensification de la transition pour abandonner les hydrocarbures importés ont également incité l'UE à présenter plusieurs initiatives

majeures au cours des dernières années. En 2021, la Commission européenne a ainsi publié le paquet de propositions d'actions concrètes «Fit for 55» («Paré pour 55»), qui met à jour la législation en vue de respecter l'objectif de réduction de 55% des émissions par rapport aux niveaux qui prévalaient en 1990. Autre mesure peut-être plus pertinente, la Commission européenne a présenté le plan REPowerEU, qui constitue une réponse stratégique visant à diversifier les sources d'énergie, à réduire la consommation d'énergie fossile et à investir dans la production intérieure d'énergie propre. Ce plan prévoit notamment une enveloppe de près de 210 mia EUR d'investissements supplémentaires jusqu'en 2027, dont près de la moitié devrait être consacrée aux énergies renouvelables et à des infrastructures pour l'hydrogène. Cette année, la Commission européenne a également présenté le plan industriel du Pacte vert, qui s'inscrit en contrepoint de la loi américaine IRA sur la réduction de l'inflation. Ce plan entend rationaliser la réglementation et l'accès au financement afin d'atteindre les objectifs du paquet de mesures «Fit for 55» et du plan REPowerEU.

# L'éventail des résultats pour les émissions de CO<sub>2</sub> est vaste

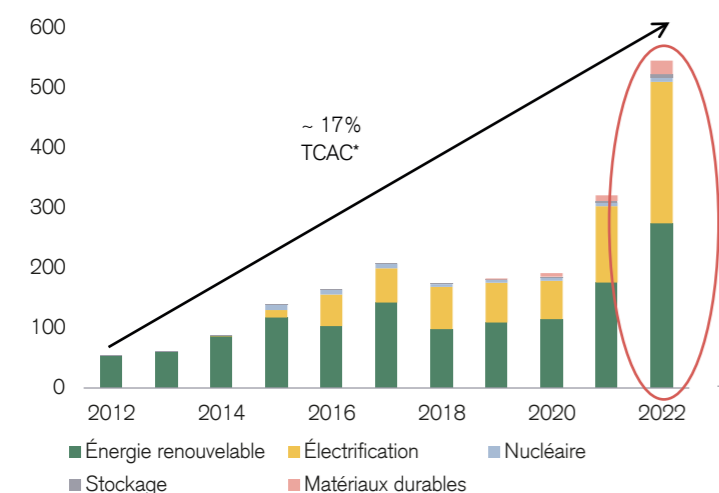
et la Chine mène la danse des investissements dans la transition énergétique

Contrairement à ce que pensent peut-être de nombreux investisseurs, la Chine joue un rôle de tout premier plan dans les investissements en faveur de l'énergie durable, ce qui semble d'autant plus logique qu'elle est aussi la plus grande consommatrice d'énergie au monde. La consommation du géant économique asiatique provient en effet à plus de 80% de combustibles fossiles, mais la Chine est également le pays qui investit le plus dans la transition vers l'énergie durable. BloombergNEF indique à cet égard que la Chine a ainsi investi près de 550 mia USD dans la transition énergétique en 2022. Pour remettre cette somme dans son contexte, ces dépenses représentent une multiplication par dix des niveaux qui prévalaient en 2012 et dépassent de loin le montant dépensé par l'Europe et les États-Unis.

Il convient par ailleurs de noter que le gouvernement chinois promet des mesures encore plus agressives dans sa législation verte. Lors des réunions du comité de planification économique des «Deux Sessions» de 2023, les décideurs politiques chinois ont redoublé d'efforts pour lutter contre la pollution et la consommation de combustibles fossiles: ils prévoient ainsi un pic des émissions de carbone à l'horizon 2030 et visent la neutralité carbone à l'horizon 2060, tout en intensifiant leurs efforts pour finaliser une législation visant à imposer la divulgation obligatoire d'informations environnementales par les entreprises.

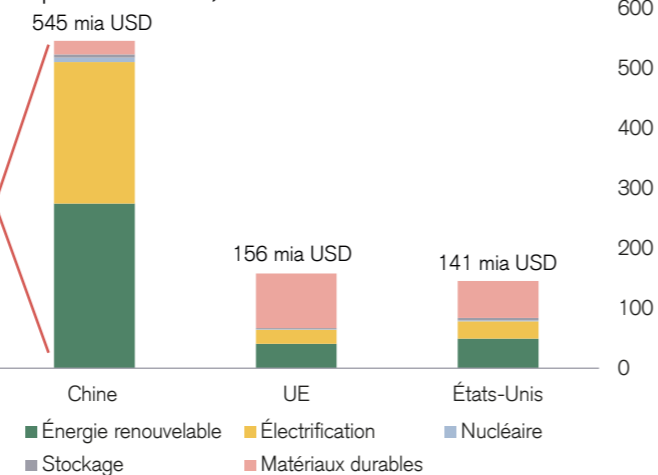
## Les investissements de la Chine dans la transition énergétique ont bondi...

(Dépenses engagées pour la transition énergétique en mia USD)



## ... éclipsant ceux des États-Unis et de l'UE

(Dépenses engagées en 2022 pour la transition énergétique en mia USD)



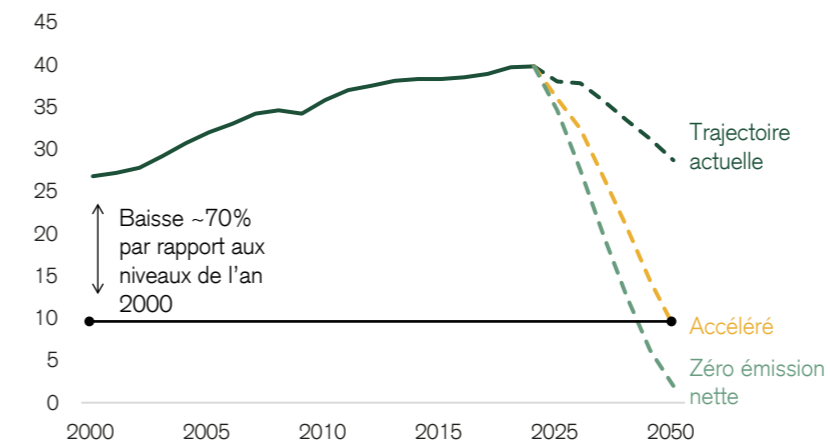
\* Taux de croissance annuel composé.

Sources BloombergNEF; Credit Suisse Asset Management au 19.04.2023

L'éventail des résultats pour les émissions de CO<sub>2</sub> est vaste et d'autres lois agressives pourraient être nécessaires pour atteindre «zéro émission nette»

## Estimation des émissions de CO<sub>2</sub> dans différents scénarios

(En gigatonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>)

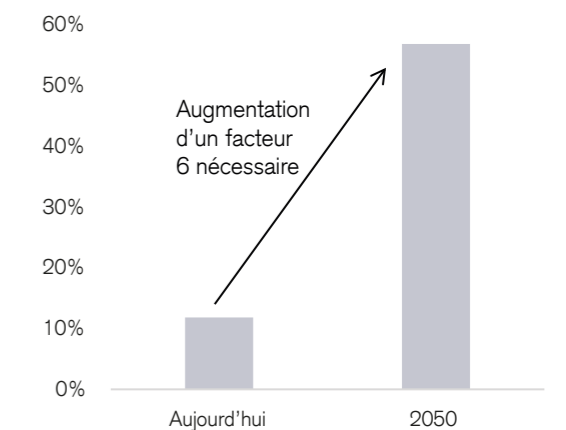


Remarque: prévisions établies par BP.

Sources BP Energy Outlook 2023; Credit Suisse Asset Management au 19.04.2023

## Une plus large adoption des énergies renouvelables est nécessaire

(% d'utilisation des énergies renouvelables du total dans le scénario «Accéléré»)



La récente accélération donnée à la législation ayant trait au développement durable est certes encourageante, mais il reste encore beaucoup à faire. Selon les perspectives énergétiques 2023 publiées par British Petroleum, il faudrait que la consommation d'énergie provenant des énergies renouvelables passe à 60% à l'horizon 2050 – soit une multiplication par six par rapport aux niveaux actuels – pour être conforme à l'Accord de Paris, et il faudrait que cette part augmente encore davantage pour atteindre l'objectif de «zéro émission nette». Même avec une baisse modeste de la consommation d'énergie, cela constitue une profonde mutation de la production d'énergie et une opportunité générationnelle pour les entreprises et les investisseurs.

### Ce que les investisseurs doivent savoir

Dans un contexte d'accélération des efforts des pouvoirs publics en matière de développement durable, les divergences des prix de l'énergie sont

une mégatendance qui va certainement perdurer. Les investisseurs doivent rechercher des fonds visant à identifier des entreprises dont la valorisation est intéressante et susceptibles de bénéficier de cette mégatendance. Les portefeuilles des investisseurs peuvent, en outre, bénéficier plus directement de la hausse des prix de l'énergie, soit par le biais de stratégies liées aux matières premières permettant de disposer d'une exposition à ces marchés dans le cadre d'une approche indicielle diversifiée, soit par le biais de fonds à rendement absolu à faible volatilité et à faible corrélation sur les matières premières.

### Suggestions de fonds ciblés

- CS (Lux) Energy Evolution Equity Fund
- CS (Lux) Environmental Impact Equity Fund
- CSIF (Lux) Equity China Total Market ESG Blue

L'investissement présenté dans ce document commercial concerne l'acquisition d'unités ou de parts d'un fonds et ne concerne pas l'acquisition d'actifs sous-jacents. Les actifs sous-jacents sont la seule propriété du fonds.

La documentation d'offre complète comprenant toutes les informations sur les risques peut être obtenue gratuitement auprès d'un conseiller clientèle du Credit Suisse, d'un représentant ou, le cas échéant, via Fundsearch ([credit-suisse.com/fundsearch](https://credit-suisse.com/fundsearch))

## Risques généraux:

- Perte potentielle: les investisseurs peuvent perdre une partie ou la totalité du montant investi.
- Risque de marché: les conditions de marché peuvent entraîner des fluctuations des revenus totaux.
- Risque de liquidité: certains investissements peuvent comporter un risque de liquidité.
- Risque de change: la valeur totale d'un placement donné peut être négativement affectée par les fluctuations de change.

CREDIT SUISSE 

Suivez-nous  
sur Twitter



Suivez-nous  
sur LinkedIn



Source: Credit Suisse, sauf mention contraire.

Sauf mention contraire, les illustrations fournies dans le présent document ont été élaborées par Credit Suisse Group AG et/ou ses sociétés affiliées avec le plus grand soin et en toute bonne foi.

Ce support est un document marketing de Credit Suisse Group SA et/ou de ses filiales (ci-après dénommé «CS»). Il ne constitue nullement ou ne fait partie d'aucune offre ou invitation à émettre ou vendre, ni une sollicitation d'offre de souscription ou d'achat de valeurs ou d'autres instruments financiers, ou à effectuer toute autre opération financière, ni ne constitue une incitation de souscription à un produit, une offre ou un placement. Ce document commercial n'est pas un document contractuellement contraignant ni un document d'information requis par une disposition législative quelconque. Aucun élément de ce support ne saurait constituer une recherche ou un conseil en investissement et ne peut en aucun cas y être assimilé. Il n'est pas adapté à votre situation personnelle ni ne constitue une recommandation personnalisée et ne suffit pas pour prendre une décision de placement. Les informations et les opinions exprimées dans le présent document reflètent celles du Credit Suisse au moment de la rédaction et sont sujettes à modification à tout moment sans préavis. Elles proviennent de sources considérées comme fiables. Le CS ne fournit aucune garantie quant au contenu et à l'exhaustivité de ces informations et, dans la mesure où la loi le permet, il décline toute responsabilité pour les pertes qui pourraient résulter de l'utilisation de ces informations. Sauf mention contraire, les chiffres n'ont pas été vérifiés. Les informations fournies dans le présent document sont réservées au seul usage de son destinataire. Les informations figurant dans ce support peuvent être modifiées sans préavis après la date d'émission de celui-ci sans que CS soit tenu de les actualiser. Ce support peut contenir des informations sous licence et/ou protégées par les droits de propriété intellectuelle des concédants de licence et des détenteurs du droit à la propriété. Rien dans ce support ne saurait être interprété comme imposant une responsabilité aux concédants de licence ou aux détenteurs du droit à la propriété. La copie non autorisée des informations des concédants de licence ou des détenteurs du droit à la propriété est formellement interdite. La documentation complète présentant l'offre, le prospectus ou la notice d'offre, le document d'information clé pour l'investisseur (DICI), le document d'information clé (DIC), les règles du fonds ainsi que les rapports annuels et bisannuels («Documentation complète présentant l'offre»), si ceux-ci existent, peuvent être obtenus gratuitement dans une des langues listées ci-dessous auprès de l'entité juridique indiquée ci-dessous et, dès lors qu'ils sont disponibles, via Fundsearch ([credit-suisse.com/fundsearch](https://www.credit-suisse.com/fundsearch)). Les informations concernant vos distributeurs, représentants locaux, l'agent d'information, l'agent payeur, si ceux-ci existent, et vos contacts locaux relativement au(x) produit(s) d'investissement figurent ci-dessous. Les seules conditions juridiquement contraignantes applicables aux produits de placement indiqués dans ce document, notamment en ce qui concerne les risques, les objectifs, les frais et les dépenses, sont celles qui figurent dans le prospectus, le memorandum de placement, les documents de souscription, le contrat de fonds et/ou tout autre document régissant le fonds. Vous trouverez la description complète des caractéristiques des produits nommés dans ce document ainsi que la description complète des opportunités, risques et coûts associés à ces produits dans les prospectus correspondants des titres sous-jacents, prospectus de vente ou bien autres documentations produits détaillées que nous mettons volontiers à votre disposition à tout moment, sur simple demande. L'investissement présenté dans ce document commercial concerne l'acquisition d'unités ou de parts d'un fonds et non pas d'actifs sous-jacents. Les actifs sous-jacents sont la seule propriété du fonds. Il est possible que le produit ou certains des produits inclus dans ce document ne soit/soient pas enregistré(s) et/ou disponible(s) à la vente dans votre pays de résidence. Si vous n'êtes pas sûr(e) que le(s) produit(s) soit/soient distribué(s) dans votre pays, veuillez prendre contact avec votre Relationship Manager ou votre distributeur local. Si les produits d'investissement n'ont pas été enregistrés auprès d'une autorité de surveillance ou autorisés par un tel organe, il est possible que certaines protections octroyées aux investisseurs en vertu des lois et des réglementations en matière de surveillance ne soient pas fournies. Ce document ne peut en aucun cas être transféré ou distribué à une autre personne ni ne peut être reproduit. Tout transfert, distribution ou reproduction est interdit et peut entraîner une violation de la loi américaine de 1933 sur les valeurs mobilières, US Securities Act, telle que modifiée et actuellement en vigueur (loi ci-après dénommée «Securities Act»). Les valeurs concernées dans la présente n'ont pas été ni ne seront enregistrées conformément au Securities Act, ni aux lois en matière de valeurs mobilières en vigueur dans tout autre Etat des Etats-Unis et, sous réserve de certaines exceptions, les valeurs ne peuvent pas être offertes, données en garantie, vendues ou transférées sur le territoire des Etats-Unis ou vers les Etats-Unis, ni au bénéfice ou pour le compte de personnes US. De plus, il peut y avoir des conflits d'intérêts concernant l'investissement. Dans le cadre de la prestation de services, Credit Suisse AG et/ou ses filiales peuvent le cas échéant payer à des tiers ou recevoir de la part de tiers, sous forme de frais ou autre, une rémunération unique ou récurrente (par exemple commissions de souscription, commissions de placement ou de suivi). Avant de prendre toute décision de placement, les investisseurs potentiels doivent évaluer indépendamment et avec soin (avec leurs conseillers fiscaux, juridiques et financiers) les risques spécifiques décrits dans les supports accessibles, les conséquences légales, réglementaires, fiscales et comptables ainsi que l'impact sur le crédit. Le gestionnaire de fonds d'investissement alternatif ou la société de gestion (des OPCVM), selon ce qui est applicable, peut décider de résilier les accords locaux concernant la commercialisation des parts/unités d'un fonds, y compris mettre un terme aux enregistrements ou aux notifications avec l'autorité de surveillance locale. Une énumération des droits des investisseurs concernant les investissements dans des fonds d'investissement domiciliés dans l'Espace économique européen, gérés ou sponsorisés par Credit Suisse Asset Management, peut être obtenu en français et en anglais via [www.credit-suisse.com/am/regulatory-information](https://www.credit-suisse.com/am/regulatory-information). La législation locale relative aux droits des investisseurs peut s'appliquer. Copyright © 2023 CREDIT SUISSE GROUP SA et/ou ses filiales. Tous droits réservés.

Représentant: Credit Suisse Funds AG<sup>1</sup>, Uetlibergstrasse 231, CH-8070 Zurich | Agent payeur, distributeur: Credit Suisse (Suisse) SA, Paradeplatz 8, CH-8001 Zurich | Distributeur: Credit Suisse AG, Paradeplatz 8, CH-8001 Zurich | Distributeur: Credit Suisse Asset Management (Suisse) SA, Kalandergrasse 4, CH-8045 Zurich | Versions linguistiques disponibles: allemand, anglais, français et/ou italien | Superviseur (Autorité d'enregistrement): Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA)

<sup>1</sup> Entité, auprès de laquelle la documentation complète présentant l'offre, le document d'information clé pour l'investisseur (DICI), les documents constitutifs (règlement ou statuts) du fonds ainsi que les rapports annuels et bisannuels, si ceux-ci existent, peuvent être obtenus gratuitement.